



Conseil européen  
Le Président

**PRESSE**  
**FR**

**DISCOURS**  
EUCO 211/14  
PRESSE 532  
PR PCE 185  
Lausanne, 17 octobre 2014

**Herman Van Rompuy,  
Président du Conseil européen**

**Discours d'acceptation lors de la remise de la Médaille d'Or  
de la "Fondation Jean Monnet"**

Je suis heureux d'être ici parmi vous à Lausanne, aux abords du lac Léman – et évidemment honoré, extrêmement honoré de cette Médaille d'Or.

Comme tous ceux qui ont œuvré à l'aventure européenne, l'action et la pensée de Jean Monnet m'ont toujours inspiré. Sa détermination européenne profonde, son sens politique, son pragmatisme au quotidien. Jean Monnet: pèlerin du résultat; fidèle de l'Europe.

Cher José Maria, vous avez fait référence à la cérémonie du Prix Nobel. C'était pour moi, tout comme sans doute pour mes deux collègues, un moment fort de ces cinq dernières années. Mais il est également touchant de recevoir un prix prestigieux décerné, non pas seulement *Ad institutionem*, mais aussi *Ad personam*! Je vous suis très reconnaissant, à la Fondation et à la belle ville de Lausanne qui nous accueillent aujourd'hui.

La Fondation Jean Monnet (et son fonds d'archives) représente un observatoire privilégié: à la fois intimement proche des sources du projet européen et en même temps en dehors de l'Union européenne, décalé juste ce qu'il faut dans le temps et dans l'espace pour saisir le présent.

Ce n'est pas surprenant que ce soit en Suisse, pays où il a vécu que Jean Monnet ait fondé la Fondation: le fruit de ses rencontres mais aussi, peut-être, de son fameux amour du grand air. Son affection pour la Suisse est telle que dans ses Mémoires il situe même, à tort, dans les Alpes helvètes sa randonnée autour du col de Roselend (en fait en Savoie) – quinze jours de marche qui aboutirent à la déclaration Schuman. Ce 9 mai 1950 marqua en quelque sorte le coup d'envoi de notre parcours européen.

Sur ce parcours, vous en conviendrez, les cinq dernières années n'ont pas été des plus faciles. A travers les épreuves, la crise de l'eurozone, les décisions difficiles, ce qui se dessine pour l'Union européenne, c'est une nouvelle étape dans sa maturité.

Nous avons passé le cap d'une crise financière et monétaire sans précédent. Cette épreuve, il fallut l'affronter avec toute notre détermination politique.

En vérité, ce fut la première réelle mise à l'épreuve de la solidarité européenne; le premier vrai test de notre unité, pour la première fois nous avons dû nous regarder dans les yeux face au risque de la sortie d'un pays de la zone euro, avec toutes les conséquences possibles quant à l'existence même de l'eurozone. Pendant ces années tumultueuses, on a beaucoup parlé de solidarité, – solidarité entre pays, au sein des pays – et de responsabilité – de chacun envers son propre sort et celui de l'ensemble européen.

Un thème qui est revenu sans cesse est celui de notre interdépendance, cet enchevêtrement de liens, visibles et invisibles, qui relie nos pays et nous unit dans un destin commun. Sous l'effet de la crise, nous avons pris conscience à quel point nous étions soudés les uns aux autres. Une banque qui vacille à Chypre, les exportations qui reprennent en Espagne, le chômage en Grèce – cela nous concerne tous. Les scores des partis populistes, un référendum en Grande-Bretagne, un jugement de la Cour constitutionnelle en Allemagne, des élections en Slovaquie – ce sont aussi des questions européennes. Ce sont les nouveaux visages quotidiens de notre interdépendance.

Au cœur de l'action de Jean Monnet il y a toujours eu cette notion centrale de solidarité: cette "*solidarité de fait*" nouée de réalisations concrètes, auxquelles il a consacré trente ans de sa vie, à commencer bien sûr avec la Communauté du Charbon et de l'Acier – dont l'objectif avoué était de changer le destin du monde. Pari réussi. Notre interdépendance d'aujourd'hui, ce n'est autre que cette solidarité de fait – très concrète, très réelle – à laquelle aspirait Jean Monnet.

Le Conseil européen a été un des lieux privilégiés de cette prise de conscience. Les présidents, premiers-ministres, chanceliers qui s'y retrouvent ont chacun ressenti, personnellement, la nécessité d'affronter les défis ensemble, de serrer les coudes, le poids des responsabilités partagés.

En temps que président de notre enceinte, j'ai conçu mon rôle comme gardien de la confiance autour de notre table, comme bâtisseur de consensus. La confiance est un élément clé pour bâtir la solidarité entre les parties d'un tout, et nourrir cette confiance, c'est un travail de tous les jours. En Suisse, je sais que c'est une évidence.

Dans la tourmente de la crise, je pense que nous avons tous les trois donné priorité à l'essentiel: la survie de l'eurozone et donc de l'Union. Garder 28 dirigeants à bord, mobiliser les moyens, inventer des solutions, légiférer dans l'urgence. Chaque institution – Conseil, Commission et Parlement – dans son rôle, mais toutes trois au service d'une cause partagée et commune: le bien-être des Européens.

Je crois que ces années sont la démonstration même que des institutions qui peuvent incarner des méthodes différentes ne rivalisent pas mais travaillent ensemble, liées par un intérêt commun. Jean Monnet, ce visionnaire, serait le dernier à s'en étonner.

Dans l'histoire européenne ces 40 dernières années, l'approfondissement de la méthode communautaire (dont il est l'inventeur) et l'implication croissante du Conseil européen (dont il est le père spirituel) sont allés de pair. Le Traité de Lisbonne consacre aujourd'hui la méthode communautaire comme procédure législative ordinaire; le Conseil européen pour sa part est devenu institution à part entière – dotée d'une présidence dite stable. Ce ne sont pas des mouvements contradictoires, mais complémentaires, parallèles. Ce sont les deux faces de la même médaille: plus d'Europe.

Ces dernières années ont vu une accélération, un grand saut en avant – notamment sous l'effet des décisions que vous avez énumérées, cher Président – et qui ont associée toutes les institutions, tous les pays membres. Notamment pour l'eurozone, il s'agit d'un renforcement considérable et nécessaire.

Mais ne nous voilons pas la face. Ces décisions, nous les avons prises les pieds au bord de l'abîme, le dos contre le mur, le couteau à la gorge... C'est l'urgence qui a été la sage-femme de ces dures décisions. C'est cela ce qui m'inquiète pour l'avenir. Aujourd'hui l'urgence ne fait plus rage, mais nos problèmes de fond ne sont pas pour autant résolus. Sur le chômage, sur la croissance, sur nos modèles sociaux... il y a encore tellement à faire.

Le défi c'est de maintenir le mouvement, d'avancer sans l'aiguillon de l'urgence. Le risque, sinon, c'est qu'on s'enlise dans une crise lente, languissante.

Bien sûr, en politique, il faut aussi savoir "laisser le temps au temps" (comme disait François Mitterrand). Jean Monnet pour sa part savait l'importance de mettre le temps à profit. Il disait: *"La construction européenne, comme toutes les révolutions pacifiques, a besoin de temps – le temps de convaincre, le temps d'adapter les esprits et d'ajuster les choses à de grandes transformations. Il y a aussi, toutefois, les circonstances qui bousculent le cours du temps et il y a l'occasion qui se présente à son heure: faut-il laisser passer cette heure sous prétexte qu'on ne l'attendait pas si tôt?"*

Le monde de Jean Monnet n'est plus. L'essentiel de son action a eu lieu sur fond de Guerre froide, du côté occidental, libre, de ce Rideau de fer qui clivait notre continent et l'empêchait de trouver sa pleine identité historique et géographique.

Aujourd'hui, l'Europe est unie. Peut-il y avoir meilleur symbole de cette nouvelle Europe que mon successeur en la personne de Donald Tusk? Mais le monde a changé à bien d'autres égards, et les attentes des citoyens avec lui.

Pour la génération Monnet, l'Europe était avant tout une œuvre d'ouverture: il s'agissait d'aplanir les frontières, créer des opportunités, ouvrir les marchés, voir les esprits. De nos jours, comme je l'ai souligné à Aix-la-Chapelle en mai, pour l'Union le défi c'est comment elle peut contribuer à protéger. Ce sont deux besoins fondamentaux de tout un chacun: celui de tenter sa chance, de découvrir, de mouvement, et celui de stabilité, de protection, d'un chez soi (bien au chaud). Voler au loin, et retrouver son nid: nous sommes des êtres simples!

L'ancienne division du travail c'était que l'Europe ouvrait et créait les chances, tandis que l'on se tournait vers les Etats nationaux pour être protégé, à travers la sécurité sociale ou un sentiment d'identité. Mais, depuis la crise, et avec la mondialisation, cette division des tâches ne tient plus. Aujourd'hui, les gens ne perçoivent plus l'Union européenne comme une alliée, une source d'espoir, mais avant tout comme une entité intrusive, punitive, corrective... C'est cela aussi qui met à mal l'idée européenne dans beaucoup de nos pays.

Bien sûr, cette évolution, cette montée du populisme, s'inscrit dans une crise plus large de la politique, d'un désaveu de toute idée englobante et porteuse d'un bien commun – il ne faut pas l'oublier. Mais en partie il s'agit bien d'un défi spécifiquement européen, et qui ne se résout pas à travers la mécanique bruxelloise, puisqu'il y va, encore une fois, des attentes, des expériences des gens au quotidien.

Ce défi, les dirigeants du nouveau cycle politique qui s'ouvre, doivent le prendre à bras le corps. Et ils le feront. Ils savent que ce que les Européens attendent, ce n'est pas des promesses intenables, mais des paroles vraies, et des actes. Ils savent que l'enjeu, en cette année 2014, n'est au fond pas différent de celui auquel faisait face Jean Monnet à la sortie de la seconde guerre: faire prospérer notre modèle européen, notre qualité de vie.

Le faire en restant fidèles à la européenne, fidèle à nos valeurs, à nos idéaux de justice, d'équité, de libertés fondamentales, de solidarité. Préserver, pour tous ses habitants, ce bout de terre que depuis les Grecs on nomme *Europa*, comme un lieu porteur d'espoir. Merci.